

Face à un monde partagé en deux blocs de puissances adverses, où les États-Unis et l'Union soviétique se disputaient l'hégémonie de leurs territoires respectifs (le Canada se trouvant au milieu), M. Pearson repoussa toute velléité d'isolationisme dont le spectre le hantait depuis l'époque de son ancien chef et prédécesseur, M. Mackenzie King. Aussi, affirme-t-il: «Étant donné que le Canada ne saurait se soustraire aux conséquences des conflits internationaux, il doit travailler à les prévenir en acceptant à cette fin des engagements internationaux pertinents».

Il repoussait également l'«activisme» comme fin en soi, admettant franchement que les responsabilités assumées par le Canada pendant la période d'après-guerre ne feraient qu'un temps. «La guerre, écrit-il, qui avait affaibli bien des pays, et même détruit quelques-uns, avait laissé le Canada économiquement fort et matériellement intact. C'est cette situation temporaire, et ce que nous avons su en tirer, qui nous ont permis de poursuivre des politiques et une activité internationales plus nettement définies qu'elles ne l'auraient été autrement».

Prudence recommandée

Rétorquant avec la même franchise à l'insinuation relevée dans l'étude intitulée *Politique étrangère au service des Canadiens* voulant que le Canada se soit installé dans le rôle d'«entremetteur utile», M. Pearson déclare: «J'ai signalé à maintes reprises que nous pouvions surestimer notre influence et exagérer notre participation aux affaires internationales». Il considérait en réalité, comme il le répète, qu'un internationalisme au sens large et actif rejoignait utilement l'objectif canadien d'assurer notre souveraineté en maintenant un certain équilibre entre «des relations continentales trop exclusives» et nos «rapports élargis avec le Commonwealth britannique, la communauté française et d'autres secteurs internationaux».

M. Pearson a clairement résumé sa philosophie de l'internationalisme dans ces termes, qui méritent d'être cités: «Je suis convaincu que l'isolement serait une mauvaise politique pour le Canada, autant que le désir d'expansion impérialiste. Tout ce qui se passe dans le monde nous affecte, peut-être de façon plus importante que la majorité des pays. Il serait donc absurde de jamais supposer que nous puissions laisser aux Grandes Puissances le soin de régler les questions vitales de guerre et de paix, nous contentant de consacrer modestement nos énergies à protéger notre souveraineté et accroître notre produit national brut».

Par «internationalisme actif», M. Pearson entendait qu'on ne devait pas se soustraire à ses responsabilités, sans pour cela constamment s'offrir comme «entremetteur utile». Je me souviens qu'en pleine crise de Suez, alors que dans ses appartements de l'hôtel Drake, à New York, je répondais aux interminables appels téléphoniques qui lui parvenaient du Caire, de New Delhi, de Londres et de Washington, M. Pearson continuait d'œuvrer avec calme et patience à la création de la FUNU.

Il n'a pas cherché à se faire élire au secrétariat général de l'ONU, ou à celui de l'OTAN, pas plus qu'à la présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies; il n'a pas demandé à être désigné l'un des «Trois Mages» appelés à sauver l'OTAN du désarroi dans lequel se trouvait l'Alliance au lendemain de Suez. Comme me le disait un jour Hume Wrong, son ami intime: «Mike est une sorte de magicien: plongez-le en pleine crise et il se tire du pétrin, aidant d'autres du coup à s'en tirer également».

Risques à courir

Son jugement intuitif, allié à un idéalisme intrépide en faveur de la paix et à une grande modestie personnelle, faisaient de M. Pearson un conciliateur naturel vers lequel on se tournait dans l'adversité. On en vint à considérer sa personnalité cordiale et amicale comme la personnification des plus agréables vertus canadiennes, de sorte que, à mesure que la guerre froide creusait un gouffre entre les nations et les entraînait peu à peu vers le régionalisme plutôt que l'universalisme tant espéré, il a aidé plus que tout autre à empêcher que la guerre froide se transforme en guerre ouverte.

«Car il y a beaucoup d'appelés mais peu d'élus» en affaires internationales comme dans d'autres secteurs de l'activité humaine. Si M. Pearson l'a emporté sur bien d'autres, c'est parce que son engagement était entier et qu'il le prouvait par son empressement à se consacrer sans réserve à tout ce qu'il entreprenait. J'ai d'abord été frappé par son extraordinaire application alors que nous travaillions ensemble à *Canada House* pendant la guerre. S'attaquant tôt dans la matinée à la pile de dossiers déposée sur son bureau, il en avait déjà disposé à midi. Et sa compétence administrative n'était qu'un faible indice de l'influence considérable qu'il exerçait déjà à Londres pendant la guerre.

Cette volonté d'agir, de même que sa prévoyance, se révèlent à la lecture de ses mémoires, tout comme la qualité de son art diplomatique et la somme de travail qu'il